

## Les IDE plombés par la crise : le Maroc et l'Algérie résistent, la Turquie et Israël les 1ers récipiendaires de la région

Le nombre d'annonces d'investissement détectées par l'Observatoire ANIMA-MIPO au cours des T1-T3 2011 baisse le plus fortement dans les pays où des changements de régime ont eu lieu ou sont en cours: Tunisie, Egypte, Libye et Syrie ; et par ricochet chez leurs voisins proches: Liban et Jordanie

Il fallait s'y attendre. 2011, marquée par les bouleversements politiques en cours dans plusieurs pays MED et la crise de la dette des pays de la zone euro, donne logiquement lieu à une baisse des annonces d'investissement directs étrangers (IDE) et de partenariat au sud de la Méditerranée. C'est ce que confirme l'Observatoire ANIMA-MIPO des Annonces d'Investissement et de Partenariat en Méditerranée, soutenu par le projet Invest in Med, en dressant un bilan au troisième trimestre 2011. Printemps arabe oblige, la chute des projets annoncés est importante dans tous les pays arabes: Tunisie, Egypte, Libye et Syrie et par ricochet chez leurs voisins proches : Liban et Jordanie. Le rapport analyse pays par pays. En Tunisie, le nombre de projets d'IDE annoncés diminue ainsi de 40% par rapport à 2010. Un chiffre confirmé par l'Agence de promotion de l'investissement extérieur de Tunisie (FIPA) qui enregistre pour sa part une baisse de -27% en montants au terme des neuf premiers mois de 2011. cette baisse concerne en premier lieu le secteur du tourisme, atteint de plein fouet par les événements en cours. Au pays des pharaons, le bilan 2011 s'annonce encore plus sombre. Le nombre d'annonces d'IDE diminue de -50% d'après l'observatoire ANIMA-MIPO. Plusieurs économistes tablent sur un flux total d'IDE proche de 2 milliards d'euros en 2011, soit la moitié du montant enregistré en 2010. La situation n'est guère plus reluisante ailleurs. La Libye et la Syrie enregistrent les chutes les plus fortes avec environ 75% de projets en moins par rapport à 2010, tandis que le Liban et la Jordanie perdent la moitié de leurs annonces d'investissement. Les chiffres enregistrés par l'observatoire ANIMA-MIPO sont cohérents avec ceux de l'enquête réalisée par la MIGA (groupe Banque mondiale) pendant l'été 2011 dans le cadre de la préparation du rapport World investment and political risks 2011, paru en décembre 2011. D'après ce sondage, qui portait sur un échantillon de 115 multinationales investissant dans des pays en développement, plus de la moitié des entreprises qui avaient un projet d'investissement dans la région MENA ont choisi de retarder la réalisation de leurs projets, de les revoir ou de les annuler en raison des incertitudes politiques actuelles.

L'Algérie et le Maroc font figure d'exception parmi les pays du Maghreb et du Machrek. Comment ? L'étude mentionne un nombre d'annonces d'IDE stable en Algérie (à relativiser cependant, en raison du mauvais bilan 2010) et une hausse de 15% au Maroc par rapport à la même période 2010. Ce qui place le pays juste derrière la Turquie et Israël en nombre de projets détectés. Si les investisseurs n'abandonnent pas leurs projets d'IDE au Maroc, ils poursuivent néanmoins la dynamique de moindre implication financière qui est à l'œuvre depuis 2009, notent les économistes. Les montants en jeu dans les projets d'IDE annoncés au Maroc au cours des 9 premiers mois de l'année 2011 diminuent encore de 50%. La Turquie et Israël devraient pour leur part confirmer leur place de poids lourds de la région en matière d'attraction d'IDE en 2011, avec plus du tiers des annonces régionales d'investissement pour la Turquie et près du quart pour Israël. Ceci aussi bien en nombre de projets qu'en montants. Israël pourrait ainsi dépasser l'Egypte en montants d'IDE annoncés en 2011, une première depuis 5 ans.

La Turquie, première au palmarès, creuse encore l'écart en attirant une part record des montants annoncés tels que détectés par l'observatoire ANIMA-MIPO. La Banque Centrale turque confirme cette tendance en annonçant une hausse de 84% des flux d'IDE sur les 10 premiers mois de l'année par rapport à la même période en 2010, avec plus de 8 milliards d'euros.